Déclaration du Représentant de la République des Fidji

C'est un honneur pour moi de prendre la parole devant cette auguste assemblée à l'occasion de la quarante-deuxième session du Conseil des gouverneurs du FIDA. Pour commencer, permettez-moi de vous présenter les sincères salutations du Gouvernement et du peuple de la République des Fidji.

Les Fidji entretiennent des relations chaleureuses et fructueuses avec le FIDA depuis 40 ans. Nous avons vu le FIDA évoluer au cours des dernières décennies et, malgré sa taille, devenir un partenaire précieux non seulement pour les Fidji, mais aussi pour tous les autres États insulaires du Pacifique. De fait, notre partenariat avec le Fonds repose sur des valeurs et des philosophies communes: "ne laisser personne de côté" et veiller à ce que les composantes rurales et éloignées de notre communauté puissent également bénéficier de la prospérité et de la croissance. Il s'agit là de l'un des piliers du programme de développement du gouvernement fidjien, et nous entendons poursuivre notre partenariat avec le FIDA pour atteindre ce but.

Les Fidji ont organisé leurs deuxièmes élections véritablement démocratiques en novembre de l'année dernière, et le peuple a renouvelé sa confiance au gouvernement dirigé par le Premier Ministre Voreqe Bainimarama afin qu'il poursuive la transformation dans laquelle il a engagé le pays. Au cours des dix dernières années, des investissements sans précédent ont été réalisés dans la modernisation des infrastructures du pays, l'allègement de la charge des frais de scolarité pour les parents, le renforcement des systèmes de protection sociale et la réforme du secteur public. Ils ont débouché sur neuf années de croissance consécutives, une première dans l'histoire des Fidji.

Le dynamisme de l'économie fidjienne a permis au gouvernement d'augmenter ses investissements dans les infrastructures rurales, ce qui a eu des retombées bénéfiques pour les 44% de Fidjiens qui résident sur les îles rurales ou périphériques.

L'investissement dans nos communautés rurales et isolées reste l'une des principales priorités de notre gouvernement. Le Projet en faveur des partenariats agricoles aux Fidji qui est actuellement financé par le FIDA vient compléter cet effort en aidant les petits paysans qui habitent sur les hauts-plateaux à augmenter leurs revenus et à accroître leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.

À cet égard, je voudrais rendre hommage au FIDA, parmi nos autres partenaires de développement, pour son engagement proactif dans la réalisation des objectifs de développement de notre gouvernement. Nous nous réjouissons de pouvoir continuer à mettre à profit notre partenariat dans les décennies à venir.

Le thème choisi pour cette quarante-deuxième session, "L'innovation et l'entrepreneuriat en milieu rural", nous semble très pertinent. Nous avons compris qu'investir dans notre population était ce que nous pouvions faire de mieux. Le gouvernement fidjien s'est donc employé, à la faveur de ce regain de vigueur de l'économie, à développer les jeunes talents d'aujourd'hui, qui vont mener la nation vers des lendemains plus prospères et davantage de résilience. Des investissements sans précédent ont ainsi été réalisés dans l'éducation, ainsi que dans des initiatives visant à autonomiser les communautés.

Les Fidji, comme d'autres petits États insulaires en développement, subissent de plein fouet les effets du changement climatique. Comme vous le savez sans doute, les Fidji, par l'intermédiaire de leur Premier Ministre, ont ardemment plaidé en faveur d'un renforcement de l'action pour le climat. Au niveau local, la prospérité future de nos communautés dans le contexte du changement climatique dépendra énormément de leurs capacités à innover et à mettre à profit leur esprit d'entreprise pour trouver des solutions durables. C'est également sur ces capacités que notre gouvernement a axé son action.

Dans cette optique, nous saluons le choix du thème de l'innovation pour la présente session, et sommes impatients de voir comment l'investissement dans la technologie, l'innovation et le développement des petites entreprises pourra nous aider à relever un grand nombre de ces défis.

L'agriculture est au centre du programme de développement économique des Fidji. Au fil des ans, les différentes initiatives lancées par le gouvernement et les interventions menées sur une base continue par nos partenaires internationaux – Union européenne, FAO, FIDA, etc. – ont favorisé des progrès dans ce secteur. Le gouvernement, par l'intermédiaire du Ministère de l'agriculture, met actuellement la dernière main à un Plan de développement stratégique du secteur, axé sur cinq priorités, pour les cinq prochaines années (2019-2023).

Les cinq priorités stratégiques pour le développement de l'agriculture sont les suivantes:

i) Sécurité alimentaire et nutritionnelle

ii) Développement rural durable et réduction de la pauvreté

iii) Résilience face aux changements climatiques et gestion durable des terres

iv) Développement de l'agriculture commerciale

v) Qualité des services publics (résultats et prestations)

Cela étant, la contribution moyenne de l'agriculture au produit intérieur brut est passée de 16% dans les années 1990 à 9% aujourd'hui. Le secteur emploie près des deux tiers de la population active. Parmi les récentes difficultés qu'il rencontre, on peut citer le déclin du secteur sucrier, l'incapacité à faire face à la libéralisation du commerce, les catastrophes naturelles, les épidémies et les attaques de ravageurs, les restrictions aux exportations et un soutien public irrégulier. L'agriculture, la sylviculture et les écosystèmes marins sont menacés par la pression démographique croissante et les effets néfastes du changement climatique.

Pour améliorer la balance commerciale et assurer la sécurité alimentaire de l'ensemble de la population, la République des Fidji a récemment élaboré le Programme d'action pour le secteur agricole fidjien à l'horizon 2020, dont l'objectif est d'établir des moyens de subsistance durables pour les communautés grâce à des exportations compétitives et d'apporter la sécurité alimentaire. Le gouvernement définit dans ce programme sa vision du secteur agricole fidjien au XXIe siècle, sous la forme d'un plan quinquennal de développement visant à moderniser le secteur et à faire des paysans fidjiens les agriculteurs les plus compétitifs et les plus performants de la région. Nous nous réjouissons à l'idée de travailler en étroite collaboration avec des partenaires tels que le FIDA dans le cadre de la mise en œuvre de notre programme d'action national.

Je voudrais terminer en réaffirmant notre engagement envers le FIDA. Nous pensons que le Fonds joue un rôle unique en s'attaquant au problème de la pauvreté rurale dans les Fidji et dans les autres pays insulaires du Pacifique. En témoignage de notre engagement, je voudrais annoncer, au nom de la République des Fidji, une contribution de 100 000 USD à la Onzième reconstitution des ressources du FIDA.